

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle

N° 612 / Avril 2020

L'économie de La Réunion en 2019

Une belle année pour l'emploi

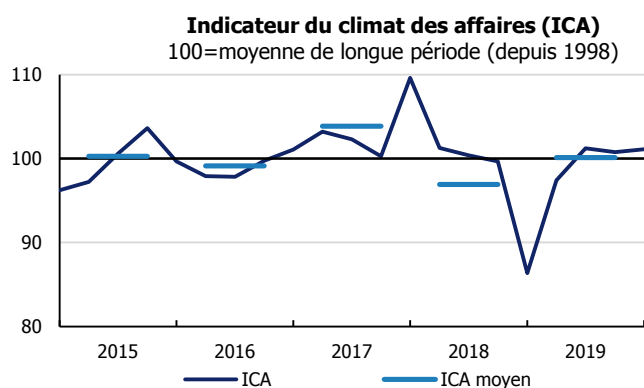
Les mouvements sociaux des Gilets jaunes de fin 2018 avaient profondément pesé sur l'économie réunionnaise et avaient laissé planer des incertitudes sur 2019. Finalement, la conjoncture s'est montrée résiliente et favorable en 2019, en particulier du côté de l'emploi et de la consommation.

La faiblesse de l'inflation, une hausse sensible de l'emploi et de la masse salariale ont soutenu les dépenses de consommation des ménages. Côté entreprises, l'indicateur du climat des affaires s'est redressé après le décrochage de fin 2018. Cette dynamique s'est diffusée à l'ensemble des secteurs. Le secteur agricole, notamment, a connu en 2019 une bien meilleure année. Les activités des industries agroalimentaires et manufacturières se sont montrées bien orientées. Le commerce et les services ont tiré profit de la bonne tenue de la consommation. Seul le secteur du BTP a continué de montrer des signes de fragilité. L'activité bancaire est également particulièrement favorable en 2019. Les encours de crédits ainsi que les actifs financiers sont dynamiques, notamment ceux détenus par les ménages.

Les perspectives, plutôt favorables fin 2019, sont bien entendu à reconsidérer au regard des conséquences économiques induites par la pandémie mondiale Coronavirus COVID-19 débutée en mars 2020.

Un vent favorable sur la conjoncture économique

Le climat des affaires se redresse



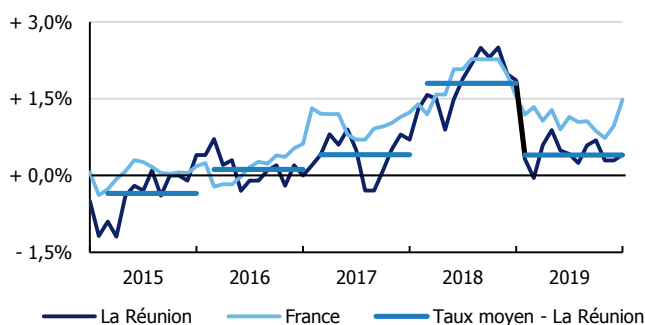
En 2019, le moral des chefs d'entreprise s'améliore. Après la paralysie de l'activité économique de la fin 2018, lors du mouvement des Gilets jaunes, le climat des affaires s'est nettement redressé en début d'année pour se stabiliser ensuite. L'indicateur du climat des affaires (ICA) est à 100,1 en 2019, proche de sa moyenne de longue période (100), et en hausse de 3 points par rapport à son niveau moyen 2018. Il est cependant bien inférieur à celui de 2017 (104 points en moyenne). La trésorerie, très tendue en début d'année 2019 est redevenue plus favorable tout au long de l'année, avec la hausse de l'activité et l'amélioration des délais de règlement clients.

L'inflation est en baisse en 2019

Après une forte hausse en 2018, les prix à la consommation des biens et services des ménages augmentent à un rythme nettement moins élevé en 2019. Ils progressent de 0,4 % en moyenne annuelle contre +1,8 % l'année précédente. L'inflation est moins élevée à La Réunion qu'au niveau national où elle s'élève à 1,1 % (France hors Mayotte). Les mesures de soutien au pouvoir d'achat post-crise des Gilets jaunes ont pu contribuer à cette faible inflation, notamment le gel de la taxe sur les carburants, mais aussi la réduction du prix du panier Bouclier Qualité Prix 2019 (-12 % par rapport au BQP 2018 pour une liste quasi-équivalente de produits).

Dans le détail, le ralentissement des prix s'explique en premier lieu par la baisse des produits énergétiques (-2,1 %) après une

Évolution de l'indice des prix à la consommation (en glissement annuel)

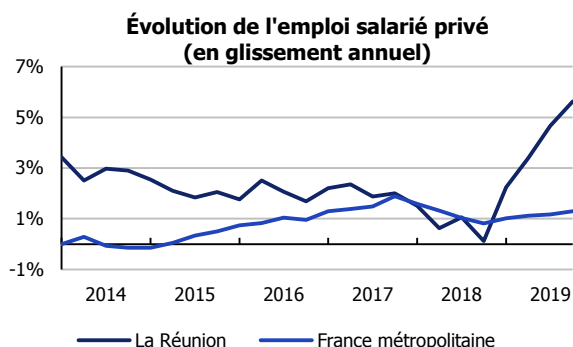


forte hausse en 2018 (+9,9 %). Les produits pétroliers voient notamment leurs prix diminuer de 4,2 % en 2019. Le prix des produits manufacturés diminue encore en 2019 (-0,8 % après -0,4 % en 2018). Celui des services progresse de 1,1 %, en léger ralentissement par rapport à 2018. La hausse des prix des produits alimentaires et celle des prix du tabac se poursuivent mais également à un rythme moins élevé : respectivement +0,9 % et +7,5 %, après +3,3 % et +12,9 % en 2018. Hors énergie, l'inflation reste contenue (+0,6 %).

Une nette embellie sur le marché du travail

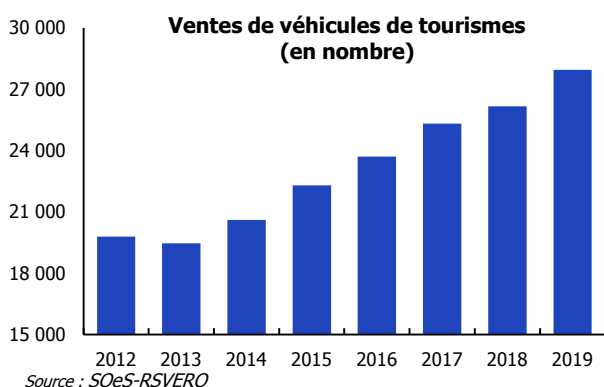
L'emploi salarié privé rebondit nettement en 2019, après un ralentissement l'année précédente. La hausse est de +4,0 % en moyenne, après +0,8 % en 2018 et +2,1 % en 2017. C'est la plus forte progression depuis la crise de 2008. En un an, 9 600 emplois salariés ont été créés à La Réunion dans le secteur privé (créations nettes). Par ailleurs, le nombre de contrats aidés s'est stabilisé après une baisse importante en 2017 et 2018 (12 400 à fin septembre 2019 contre 12 300 un an auparavant et 22 700 en 2017). Les emplois publics sont en légère progression sur un an (+1 000, soit + 1,2 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'élève à 131 320 à fin décembre 2019 (données mensuelles brutes). Il recule de 4,9 %, après avoir augmenté de 3,2 % en 2018. C'est la plus forte baisse enregistrée depuis 2007. En 2019, selon l'enquête emploi (Insee), le taux de chômage s'établit à 21 %, en baisse de trois points par rapport à 2018. Cette baisse ne s'accompagne pas pour autant d'une augmentation du taux d'emploi qui reste stable à 46 % de la population âgée de 15 à 64 ans.



Sources: Insee, estimation d'emploi, estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

La consommation des ménages accélère, dopée par le dynamisme du pouvoir d'achat

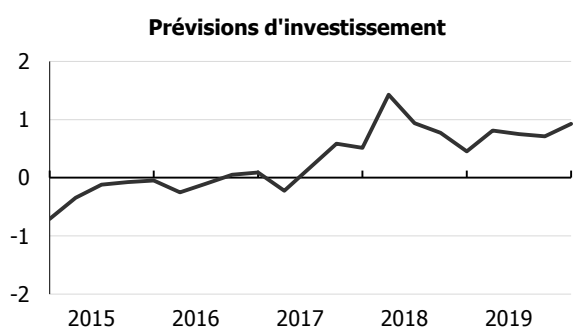


La consommation des ménages réunionnais rebondit en 2019, après les difficultés d'approvisionnement de la fin d'année 2018. En outre, elle est favorisée par la baisse de l'inflation et par une progression de la masse salariale (+4,6 % pour le secteur privé en 2019, après +2,2 % l'année précédente). La bonne orientation de l'emploi ainsi que la mise en place de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat par l'État, en réponse à la crise des Gilets jaunes, contribuent à cette évolution. Parmi les indicateurs, les ventes de véhicules de tourisme progressent de 6,8 %. Avec près de 28 000 voitures immatriculées en 2019, le secteur automobile bat un nouveau record de ventes. Les importations à destination des ménages se redressent également en 2019. Les importations de biens d'équipement ménagers grimpent de 10,3 %, après avoir reculé de 8,2 % en 2018. Celles de produits des industries agroalimentaires et les importations de produits courants progressent respectivement de +3,4 % et +5,4 %.

L'investissement des entreprises se maintient

Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise interrogés sont bien orientées, témoignant d'une confiance retrouvée. Après un ralentissement en fin d'année 2018, elles sont en hausse en 2019. Les encours de crédits d'investissement accélèrent en 2019 : +3,6 % en glissement annuel à fin 2019, après +3,1 % en 2018.

Un autre indicateur confirme cette bonne tenue : les importations de biens d'équipement professionnel progressent de 7,1 % par rapport à 2018. En revanche, celles de biens intermédiaires baissent de 1,1 % après +3,5 % en 2018. Les ventes de véhicules utilitaires sont également en retrait (-4,3 %), après cinq années consécutives de hausse.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Hausse des échanges extérieurs

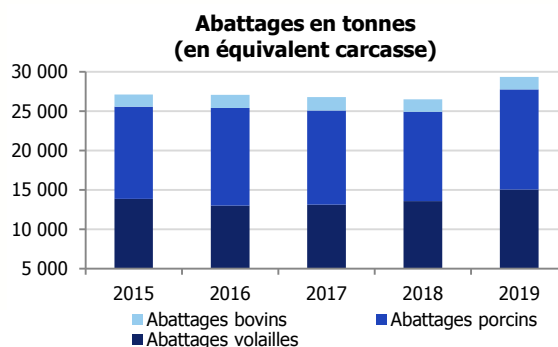
Les échanges commerciaux avec l'extérieur progressent en 2019, après un recul l'année précédente. En particulier, les exportations augmentent de 11,1 %, après -12,3 % en 2018. Cette hausse s'explique essentiellement par des réexportations de matériels pour l'aviation. Les exportations de produits des industries agroalimentaires ainsi que celles des produits agricoles sont également bien orientées (respectivement +1,5 % et +7,6 %).

Les importations totales augmentent de 4,4 % en valeur, après +0,5 % l'année précédente. L'année 2019 est marquée par un net rebond des importations, qui fait suite au blocage fin 2018 du port maritime lors de la crise des Gilets jaunes. Hors produits pétroliers (dont la valeur des importations est fortement liée aux fluctuations du cours du Brent), la hausse est de +5,2 % en 2019 après -1,7 % en 2018. La plupart des grands postes contribuent à cette évolution, en particulier les importations de biens d'équipement ménagers et professionnels.

Une bonne orientation de l'ensemble des secteurs à l'exception du BTP

Dynamisme de la filière d'élevage et bons résultats dans les industries agroalimentaires

L'activité des secteurs **primaire et de l'industrie agroalimentaire (IAA)** s'améliore en 2019. Dans le cadre de la filière organisée, plus de 29 000 tonnes de viandes ont été produites, soit une hausse de 10,7 % par rapport à 2018. En particulier, les abattages de volailles et porcins augmentent respectivement de 10,6 % et 12,4 % ; ceux de bovins sont stables. C'est un point haut pour la filière volaille qui profite enfin de la mutualisation des abattoirs. Les exportations de produits agricoles progressent de 7,6 %, après une belle année 2018 (+15,7 %). La campagne cannière 2019 s'est redressée avec une hausse de 21,0 % des cannes manipulées, après une campagne 2018 catastrophique. Le tonnage de cannes broyées s'établit ainsi à 1,72 million de tonnes, légèrement en deçà de la moyenne de ces dix dernières années, et avec un taux de richesse saccharine en baisse (13,12 % contre 13,24 % en 2018).



Sources: Sicabat, Ariv et ADG, données brutes

En 2019, 174 200 tonnes de sucre ont ainsi été produites, soit une hausse de 19,5 % sur un an dont 165 000 tonnes ont été exportées (+16,5 %). Toutefois, en valeur, ces exportations baissent de 2,9 %. Les exportations de rhum sont bien orientées avec une hausse de 6,2 % par rapport à 2018. Celles des produits de la pêche sont en légère hausse de 0,5 % en valeur, grâce aux exportations de légines.

Le BTP en berne et une activité jugée favorable dans les industries manufacturières

En 2019, la situation des entreprises du secteur du **bâtiment et des travaux publics** reste fragile. La partie viaduc de la Nouvelle route du littoral (NRL) a été livrée grâce à la montée en charge des travaux en 2018. En revanche, le reste des travaux, notamment la construction de la digue, a fait l'objet de retard et d'arrêts de chantier faute de matériaux. Le nombre de salariés inscrits à la Caisse des congés payés du secteur BTP s'est d'ailleurs stabilisé (+0,7 %), après une hausse de 4,3 % en 2018. Le nombre d'autorisations de permis de construire diminue de 4,2 % et s'élève à 7 260 logements. Le nombre estimé de logements mis en chantier reste stable (+0,7 % en 2019). En particulier, moins de 2 200 logements sociaux neufs sont programmés en 2019, soit une diminution de 12,9 % sur un an.

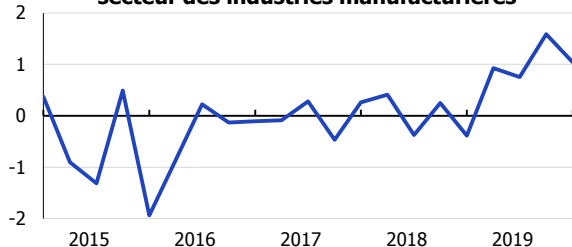
En revanche, les ventes dans l'immobilier se portent bien. Représentant les deux tiers des transactions, les ventes dans l'ancien augmentent de 14,3 %, en raison des hausses conjuguées du nombre de ventes (+13,2 %) et des prix (+1,0 % en moyenne).

Le marché du neuf est également bien orienté (le montant des ventes augmente de 21,6 % en 2019).

Selon les chefs d'entreprise du secteur des **industries manufacturières**, l'activité et les emplois se sont nettement améliorés en 2019 par rapport à l'année dernière. Le niveau de leur trésorerie s'est redressé tout au long de l'année, bien que les délais de paiement clients soient toujours dégradés.

La transition énergétique s'est par ailleurs accélérée en 2019. L'activité des producteurs d'énergie a été particulièrement soutenue en matière d'énergies renouvelables avec la mise en service de la première turbine à combustion de pointe fonctionnant au bioéthanol de canne à sucre (investissement de 60 millions d'euros) ainsi que l'installation de plusieurs centrales photovoltaïques.

Solde d'opinion relatif à l'activité du secteur des industries manufacturières

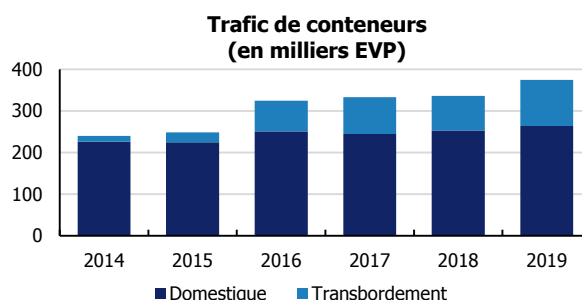


Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Une activité portuaire soutenue et un secteur touristique en demi-teinte

En 2019, les dirigeants des **services marchands** font état d'un niveau d'activité retrouvé, après une fin d'année 2018 fortement dégradée. Le niveau de leur trésorerie reste fragile malgré une amélioration des délais de règlement clients. Les activités portuaires confirment cette bonne orientation. Avec 5,9 millions de tonnes de marchandises, le trafic portuaire affiche une hausse importante de 11,6 % en 2019 (chiffre provisoire), soutenu par l'activité de conteneurs et notamment en transbordement (+33,3 %).

Les chefs d'entreprise du secteur du **tourisme** jugent leur activité 2019 atone, après les annulations de réservation de la fin d'année 2018. Avec près de 2,6 millions de passagers, le trafic aérien poursuit sa croissance mais à un rythme moins soutenu que les deux années précédentes. Malgré le ralentissement enregistré en début d'année, il progresse de 1,2 % (hors transit), après +7,1 % en 2018. Sur l'axe Hexagone-Réunion, l'activité se stabilise alors que disparaît la compagnie XL Airways en septembre. Elle progresse sur les lignes régionales, en particulier grâce au dynamisme de la liaison avec Madagascar. La fréquentation hôtelière enregistre une légère hausse de 0,7 % avec plus de 1,2 million de nuitées, après



EVP: équivalent vingt pied, unité de mesure des conteneurs
source : Grand port maritime de La Réunion

un recul de 1,0 % en 2018. Le taux d'occupation des chambres reste stable. En parallèle, le nombre de croisiéristes augmente de 44,8 % avec plus de 60 000 passagers et 36 bateaux de croisière.

L'activité bancaire dynamique

Après un ralentissement fin 2018, l'activité bancaire a repris en 2019. Les conditions financières, toujours très accommodantes, favorisent en outre le financement de l'économie. Ainsi, les encours de crédits continuent de progresser, le dynamisme est particulièrement porté par les crédits aux ménages. Les actifs financiers détenus par les Réunionnais connaissent également une croissance solide, en accélération par rapport à 2018.

Des actifs financiers en nette progression

En 2019, les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais sont en hausse de 5,2 % et s'élèvent à 15,9 milliards d'euros en fin d'année. Ils se composent principalement d'actifs détenus par les ménages (10,6 milliards), qui progressent de 5,0 % sur l'année (après +2,9 % en 2018). Les dépôts à vue des particuliers (comptes courants) sont en hausse de 6,1 % en 2019. Les placements des ménages sur des comptes d'épargne à régime spécial progressent également à un rythme soutenu, de +5,3 % à fin 2019 (après +4,1 % en 2018), et ce malgré un taux de rémunération toujours très faible. Il en est de même pour les placements sur des produits d'épargne de long terme, en hausse de 4,0 % en 2019, en particulier les placements en assurance-vie des ménages qui progressent de 6,2 % sur l'année.

Les sociétés non financières augmentent aussi leurs dépôts à vue, avec une hausse de 5,8 % sur l'année. Fin 2019, ils représentent 90 % des actifs financiers détenus par les SNF contre 65 % fin 2014. Ces dépôts à vue, en forte croissance ces dernières années (+17 % par an en moyenne sur 2015-2018), ont profité d'un contexte économique favorable à la trésorerie des entreprises, mais aussi de transferts de placements liquides ou à court terme (encours divisé par trois en cinq ans).

L'activité de crédit reste bien orientée, portée par les ménages

À fin décembre 2019, l'encours sain de crédits à l'économie réunionnaise s'établit à 23,8 milliards d'euros, en hausse de +4,7 % (+1,1 milliard sur un an). L'encours des crédits aux sociétés non financières (SNF) s'élève à 9,5 milliards d'euros, en hausse de 2,0 % après +3,3 % en 2018. Ce ralentissement vient d'une nette décélération des crédits immobiliers (+0,9 % après +5,4 % en 2018), tandis que les crédits d'investissement progressent de 3,6 % (après 3,1 % en 2018). Après un début d'année morose reflétant le climat d'incertitude des entreprises suite à la crise des Gilets jaunes de fin 2018, le financement des investissements a en effet rebondi sur le dernier trimestre 2019. Enfin, les crédits d'exploitation, en baisse tendancielle depuis dix ans, sont stables sur 2019.

Du côté des ménages, les crédits à l'habitat connaissent encore une forte hausse en 2019 (+6,6 % après 5,8 % en 2018). L'activité du secteur immobilier connaît un net regain depuis quelques années dans un contexte de taux historiquement bas (1,37 % en moyenne fin 2019 pour les nouveaux crédits à l'habitat). La hausse est plus marquée encore pour les crédits à la consommation (+9,7 % sur un an), pour un encours qui s'élève à 2,6 milliards à fin décembre 2019. Ces crédits connaissent un véritable essor depuis quatre ans, soutenus par des ventes automobiles records. Enfin, les encours de crédit aux collectivités locales progressent de 5,3 % sur l'année, après +2,3 % en 2018.

Le taux de créances douteuses reste stable en 2019

Les créances douteuses des établissements de crédit installés localement représentent 3,5 % du total des encours bruts fin 2019. Après une baisse quasi continue depuis 2012, ce taux est ainsi stable depuis deux ans, proche de son niveau d'avant crise (3,8 % fin 2007) et après avoir atteint un niveau élevé de 6,5 % en 2012.

Une année 2020 qui s'annonce très difficile

Le bilan de l'année 2019 est positif. Alors que l'activité économique a repris et qu'un climat de confiance s'est à nouveau installé après la crise des Gilets jaunes qui a marqué la fin de l'année 2018, une crise sanitaire sans précédent et de grande ampleur, à l'échelle internationale, vient frapper l'économie de La Réunion. L'activité de l'île est paralysée par le confinement. Tous les secteurs d'activité sont concernés. Les chefs d'entreprise, qui pour certains faisaient encore face aux difficultés financières consécutives à la crise des Gilets jaunes, se voient à nouveau plongés dans un combat pour la sauvegarde de l'activité, la préservation des compétences et la survie de leur entreprise. L'accompagnement bancaire et public par des mesures d'urgence mises en place (chômage partiel, reports d'échéances fiscales et sociales, prêts garantis par l'État, fonds de solidarité...) sera déterminant pour redresser l'économie.

